

la création d'un comité interusines de lutte regroupant le maximum d'usines. Dès à présent, les comités de lutte Bernard, Krieg-et-Zivy sortent des tracts où ils expliquent la politique de trahison de la C.G.T. Si nous sommes capables assez tôt de créer ce comité interusines de lutte, un tract devra sortir en son nom pour fixer les objectifs et moyens d'action. A partir de là, il faudra, sur le modèle de l'action entreprise dans le labeur, essayer de faire démarrer le mouvement. Réussirons-nous ou non dans cette orientation ? Il est évident qu'il est impossible de le prévoir. La seule chose c'est que c'est dans cette voie que nous pouvons jouer notre rôle : forger la III^e tendance, révolutionnaire, dans la C. G. T.

L'impulsion et la création de comités de lutte, regroupement d'ouvriers de toutes tendances pour l'action, ne contredisent en rien la lutte à l'intérieur de la C.G.T. pour la création du « Front ouvrier ». La lutte des masses qui découvre la politique de trahison du P.C.F. et du P.S. crée trois conditions pour opérer un renouvellement de l'appareil syndical : chasser les traîtres de la C. G. T. ; réélire les C. E. ; placer à leur direction ceux qui sont fidèles à l'action revendicative. Cela doit constituer un des axes fondamentaux de notre politique.

RESOLUTION MAGNIN

Le Comité central réuni le 26 mai :

1° Affirme son accord avec le texte politique minimum présenté par le Secrétariat international comme base d'action du parti et publié dans la note hebdomadaire n° 25.

2° Considère que ce texte n'est pas en contradiction avec la politique exprimée par la direction majoritaire du parti, décidée au III^e Congrès et réaffirmée au C.C. le 24 mai.

3° Déclare que la direction politique de l'organe central du parti est déterminée par le Comité central sur la base non d'un texte minimum ou d'une négociation de son st, mais d'une politique complètement définie et que par conséquent la majorité du C.C. doit conserver la responsabilité.

4° Pense qu'un changement quelconque de direction du parti ne peut être effectué qu'à travers une discussion politique aboutissant à un congrès.

5° Caractérise la crise actuelle du P.C.I., comme une crise non de « direction majoritaire » mais de moyens pratiques d'exprimer notre politique et de mener notre action d'une part, de lutte fractionnelle stérile de l'autre.

Dans toute cette action, l'importance du « Front ouvrier » est capitale, tant dans l'impulsion des comités de lutte que dans la construction de la troisième tendance syndicale. Dès à présent, chez Bernard, Gnome et Rhône, Say, la diffusion de « Front ouvrier » est assurée, des groupes de F.O. peuvent se constituer.

De plus larges couches de l'avant-garde ouvrière se tournent vers le P.C.I., mais aujourd'hui cette avant-garde hésite à le rejoindre. Le P.C.I. commence seulement à faire ses preuves, c'est seulement par une intégration dans la lutte des masses que des éléments de cette avant-garde adhéreront au parti, la tâche essentielle pour nous est de travailler systématiquement cette avant-garde qui s'est dégagee dans l'action afin de la faire adhérer au trotskysme ; travail méticuleux, acharné, mais qui doit permettre la capitalisation.

Les mouvements dans la région parisienne représentent en quelque sorte l'avant-garde des mouvements qui se développent avec une ampleur moindre en province. La tâche essentielle de la direction consiste à fournir à la commission syndicale les moyens de faire passer en province l'expérience de la région parisienne

6° Décide en fonction de ces difficultés pratiques et financières de se fixer un délai de trois mois pendant lequel des mesures de compression et d'économie sévères seront prises pour ramener notre activité à l'échelle de nos moyens.

Les mesures porteront :

a) Sur **La Vérité** (réduction du format ou de tirage, de préférence à celle de périodicité).

b) Le parti (réduction des dépenses).

Pendant ce délai l'essentiel des forces du parti sera dirigé sur deux tâches-essentiels :

a) Une solution sérieuse du problème financier.

b) L'extension et le soutien accru du travail syndical.

7° Donne mandat au bureau politique pour étudier et réaliser avant 15 jours toutes les mesures à prendre dans cette orientation et en outre pour associer au maximum les camarades minoritaires à la rédaction de **La Vérité** (notamment dans la page ouvrière et pour tenir une rubrique russe qui manque au journal).

RESOLUTION LAMBERT SUR LA GREVE RENAULT ET LA SITUATION POLITIQUE

COMMENT CONSIDERER LA GREVE RENAULT

1. La grève Renault ne peut être considérée comme un événement d'ordre local. Elle représente une nouvelle étape dans la lutte de classes dans ce pays.

2. La puissance du parti stalinien a pu jusqu'à présent comprimer les antagonismes sociaux, libérés par la crise révolutionnaire ouverte avec la fin de la deuxième guerre impérialiste. La grève Renault marque la fin de cette compression et le début d'une vague de conflits de classes qui, pendant une longue période, va se développer dans le pays.

3. L'impérialisme français est sorti de la guerre épuisé, avec un appareil de production en grande partie détruit, avec un empire colonial faisant eau de toutes parts. La confiance des masses dans le stalinisme a permis à la bourgeoisie de remettre en marche cet appareil de production délabré, mais aujourd'hui l'échéance arrive. Si l'impérialisme français veut conserver ses positions dans le monde, il lui faut passer à un nouveau stade dans la surexploitation des masses. Le parti stalinien, avec sa politique du « produire d'abord », a pu faire naître des illusions dans les masses sur la possibilité d'amélioration de leurs conditions de vie dans le cadre du système

capitaliste. Mais les masses, après deux ans et demi, sont lassés de voir leur pouvoir d'achat s'abaisser sans cesse. La situation intérieure et extérieure de l'impérialisme français l'oblige à donner chaque jour un peu plus de misère aux masses exploitées.

4. La grève de chez Renault représente l'expression de la volonté de combat des larges masses, la volonté d'en finir avec la surexploitation et la misère. Les travailleurs ne veulent plus payer les frais de la reconstruction impérialiste dans ce pays. Ils le signifient aux partis ouvriers traîtres, en passant par-dessus leur politique.

5. 30.000 métallurgistes ont débrayé spontanément contre la politique du parti stalinien, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. 30.000 métallurgistes ont créé de nouveaux organes de lutte : Comité de grève, en contradiction avec les vieux appareils bureaucratiques inféodés à la politique bourgeoise. Seuls des aveugles peuvent considérer ce fait comme un événement « d'ordre local ».

6. Le véritable rapport de forces entre les classes s'est mani-